

[Text]

in effect nothing more than a large pond. With this in mind, the government's actions of creating food subsidies and loan guarantees and a \$200-million otter trawl fleet to exploit this fishery has to be questioned, especially since the otter trawl technology is not conducive to orderly harvesting, fair competition with respect to traditional gear types or protection of fish habitat.

In actual fact, except for governmental protection this technology is illegal. Section 31(1) of the Fisheries Act states that:

No person shall carry on any work of undertaking that results in harmful alteration, disruption or destruction of fish habitats.

While we, a local fishermen's committee interested in the proper management of our resource base, realize that the problems of the fishery are not going to be solved overnight, we must stress the urgency of the government's making decisions to reverse the present trend toward destruction of an integral part of our economy.

In summary, we suggest as a first step that a committee be struck immediately to look into all aspects of the southwest coast winter fishery.

Mr. Chairman and members of the committee, thank you for your time and attention.

As I have stated, Mr. Hardy is here and he is willing to answer any questions the committee may have.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Martin.

We will go to Mr. Skelly first for a few questions.

Mr. Skelly: I want to stay with the theme that began to develop in the last day or so. This is the end of this tour. We have been from Quebec City through New Brunswick, Nova Scotia, P.E.I. and now just the last part, Newfoundland. We have something on the order of 60 major problems outlined by fishing organizations. Every one of them would tend to point towards the fact that there is a policy within the Department of Fisheries and Oceans that would phase out the inshore fishery, that would replace it with a system that rationalized plants, fewer plants with a larger, more efficient, technologically competent fleet that would harvest the stocks available, keep a continuing supply and essentially move, in some people's minds, the fishery from a social program into an economic activity, as you have put in your brief.

I think that over the years with Liberal governments and now the present Conservative government the policy exists, the recommendations are made and the Ministers get co-opted. If

[Translation]

peine du port. Il s'agit ni plus ni moins d'un grand bassin. Par conséquent, l'initiative du gouvernement visant à octroyer des prêts garantis et des subventions destinées à l'industrie des aliments et à instaurer dans cette région une flotte de chalutiers au coût de 200 millions de dollars doit être remise en question, d'autant plus que l'emploi de chalutiers ne favorise pas l'exploitation ordonnée des ressources de la mer, entre en conflit avec l'utilisation d'engins de pêche classiques et met en danger l'habitat naturel des poissons.

En fait, le recours à cette technologie est illégal sauf dans les cas où le gouvernement doit adopter des mesures de protection. L'article 31(1) de la Loi sur les pêcheries stipule en effet ce qui suit:

Il est interdit d'exploiter des ouvrages ou entreprises diminuant ou faisant disparaître les qualités biologiques de l'habitat des poissons ou rompant l'équilibre d'une manière préjudiciable.

Bien que nous, les membres d'un comité local de pêcheurs qui avons à coeur la bonne gestion de nos ressources, soyons parfaitement conscients que tous les problèmes reliés à la pêche ne peuvent être réglés du jour au lendemain, il est de notre devoir de signaler que le gouvernement doit de toute urgence prendre des mesures pour renverser la tendance actuelle qui va aboutir à l'effondrement d'une bonne partie de notre économie.

En résumé, nous suggérons d'abord que le Comité se penche sans tarder sur tous les aspects de la pêche d'hiver pratiquée sur la côte sud-ouest.

Je tiens à vous remercier, monsieur le président, ainsi que les membres du Comité de m'avoir accordé votre attention pendant la durée de cet exposé.

Je vous rappelle que M. Hardy est prêt à répondre à toute question que vous voudrez bien lui poser.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Martin.

Nous allons d'abord donner la parole à M. Skelly qui a quelques questions à poser.

M. Skelly: J'aimerais continuer à discuter du sujet que nous avons abordé hier, je crois. Nous en sommes à notre dernière étape. Nous nous sommes rendus à Québec, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard et nous voici enfin à Terre-Neuve. Les divers organismes de pêches ont fait ressortir devant le Comité quelque 60 problèmes très graves. Chacun de ces problèmes tend à démontrer que le ministère des Pêches et des Océans envisage d'éliminer graduellement la pêche côtière, que la ligne de conduite adoptée vise à la rationalisation des usines, au remplacement de certaines usines par une flotte plus importante, plus efficace et plus compétente sur le plan technologique, et qui exploiterait les ressources disponibles, maintiendrait l'approvisionnement et ferait de la pêche non un programme social mais une activité économique, comme vous le mentionnez dans votre mémoire.

Je pense que pendant des années, sous le règne des Libéraux, on a mis de l'avant des politiques, tout comme le fait le gouvernement actuel, et on a formulé diverses recommanda-